A

(N^o 134.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1840.

Projet de loi relatif à la compétence en matière civile.

Amendement à l'art. 1^{er} du projet de la commission.

J'ai l'honneur de proposer de remplacer l'art. 1^{er} du projet de la commission par l'art. 1^{er} du projet du gouvernement, en amendant ce dernier et en disant : *personnelles ou mobilières* au lieu de *personnelles et mobilières*.

DE GARCIA.

Amendement à l'art. 7 du projet de la commission.

J'ai l'honneur de proposer la division de l'art. 7 et d'en faire deux articles, qui seraient conçus de la manière suivante sous les n^{os} 7 et 8.

ART. 7.

- « Les juges de paix connaîtront, sans appel, jusqu'à la valeur de » et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter :
- » 1^o Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes ;
 - » 2^o Des réparations locatives des maisons et fermes ;
 - » 3^o Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire, pour non-jouissance, lorsque le droit de l'indemnité ne sera pas contesté, et de dégradations alléguées par le propriétaire ;
 - » 4^o Du paiement des salaires des gens de travail, des gages des domestiques et de l'exécution des engagements respectifs des maîtres et de leurs domestiques ou gens de travail ;
 - » 5^o Des actions pour injures verbales, rixes et voies de fait, pour lesquelles les parties ne se seront pas pourvues par la voie criminelle.

ART. 8 ou 9.

Les juges de paix connaissent, en outre, à charge d'appel :

» 1° Des déplacements de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies,
» fossés et autres clôtures, commis dans l'année ; des entreprises sur les cours
» d'eau servant à l'arrosement des prés, commises pareillement dans l'année ;
» des dénonciations de nouvelle œuvre, plaintes, actions en réintégrande
» et de toutes autres actions possessoires ;

» 2° Des actions en bornage, de celles relatives à la distance prescrite par la
» loi, les règlements particuliers et l'usage des lieux, pour les plantations
» d'arbres et haies lorsque la propriété n'est pas contestée ;

» 3° Des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans
» l'art. 674 C.C., lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur ne sont pas
» contestées. »

DE GARCIA.

Amendement à l'art. 9 du projet de la commission.

J'ai l'honneur de proposer la suppression de l'art. 9 et de le remplacer par le suivant :

« Le juge de paix, en rejetant le déclinatoire, statuera au fond par le
» même jugement, lorsque la matière sera disposée à recevoir une décision
» définitive, mais par deux dispositions distinctes, l'une sur la compétence,
» l'autre sur le fond.

» Si l'une des parties refuse de prendre d'autres conclusions que sur la
» compétence, le juge de paix le constatera par le procès-verbal de l'audience,
» et il prononcera par défaut sur le fond.

» Les dispositions sur la compétence pourront toujours être attaquées par
» la voie d'appel. »

DE GARCIA.

*Article nouveau proposé par M. De Garcia et qui serait le dernier du
tit. 1^{er} de la loi.*

ART. ...

« Dans toutes les causes, autres que celles où il y aurait péril en demeure,
» et celles dans lesquelles le défendeur serait domicilié hors du canton ou
» des cantons de la même ville, le juge de paix pourra interdire aux huissiers
» de sa résidence, de donner aucune citation en justice, sans qu'au préalable
» il n'ait appelé, sans frais, les parties devant lui. »

DE GARCIA.